

Bien que la Grande-Bretagne ait fabriqué toutes les munitions de guerre que sa population était en mesure de faire l'année dernière, bien qu'elle ait été obligée d'importer de l'étranger, mais surtout des Etats-Unis, la majeure partie des munitions qu'il fallait non seulement pour ses armées, mais aussi pour les soldats des pays alliés—une bonne part de ces munitions étant portée au débit du Canada et nous aurons à en acquitter le coût—on compare le volume de ses affaires avec celui de l'une des plus grandes nations industrielles du monde entier, un pays jouissant des bienfaits de la paix, un pays dont la population dépasse 100,000,000 d'habitants et dont les ressources sont énormes, une nation enfin qui a fabriqué et expédié non seulement en Angleterre, mais en France, en Russie et en Italie, tous les articles dont les Alliés avaient besoin. A la faveur de cette situation exceptionnelle, il est tout naturel de s'attendre à ce que le bilan des Etats-Unis se solde par un énorme surplus, tandis que c'est exactement le contraire pour la Grande-Bretagne.

L'hon. M. MEIGHEN (solliciteur général): L'honorable député ne sait-il pas qu'en pratique c'est la situation qui a toujours existé au cours des vingt dernières années? Le commerce d'exportation entre les Etats-Unis et l'Angleterre s'est toujours soldé par un excédent moins considérable, certes, qu'à l'heure actuelle, mais enfin par un surplus en faveur de la république américaine.

M. TURGEON: Je n'ai pas les chiffres sous la main, mais j'imagine que si mon honorable ami le solliciteur général avait cité les chiffres des exercices antérieures relatifs au commerce entre les deux pays, il aurait établi que la Grande-Bretagne était en meilleure posture qu'à l'heure actuelle. Quoi qu'il en soit, je le répète, je n'ai pas les statistiques par devers moi en ce moment. Comme je l'ai proclamé, cet après-midi, en l'absence de mon honorable ami, il n'en reste pas moins acquis que l'Angleterre, grâce au libre échange et au développement de son commerce, s'est trouvée en mesure de faire servir ses ressources financières à assurer la victoire aux alliés, en leur avançant les fonds nécessaires tout en faisant honneur à ses affaires. Or, en présence de ces faits, il faut en arriver à la conclusion que le ministre des Finances a suivi une politique fort peu équitable à l'égard du manufacturier canadien en chargeant ses épaules, dès le commencement de la guerre, d'une nouvelle taxe de 7½ p. 100 au tarif général et de 5 p. 100 sur les marchandises importées de la Grande-Bretagne. Il s'agit tout simplement d'un

impôt de 7½ p. 100 sur la matière brute, qui paralyse dès le début l'activité du manufacturier, puisque ce régime l'empêche de faire concurrence aux fabricants de l'étranger et l'oblige de prendre sur le consommateur canadien les sommes qu'il perd en vendant ses produits au consommateur étranger; car, suivant le dicton populaire, c'est toujours le pauvre diable resté au pays qui doit payer les pots cassés. L'honorable député de Haldimand (M. Lalor), au cours des observations qu'il a faites, vendredi dernier, a prétendu qu'en fin de compte il n'existe pas de différence essentielle entre la politique que préconise les deux grands partis politiques et qu'à son arrivée au pouvoir le parti libéral s'est contenté d'adopter purement et simplement la politique du parti conservateur.

J'aime parfois à comparer les résultats. Or, si vous mettez en regard les résultats obtenus par notre politique fiscale au cours des vingt ou vingt-cinq dernières années, vous constaterez que durant les dernières années qui ont précédé la chute du régime conservateur, en 1896, le pays était dans un état de stagnation désespéré; la situation financière et industrielle était devenue si intolérable que le peuple décida d'opérer un changement et de confier les rênes du pouvoir au parti libéral. En 1896, les libéraux remportèrent la victoire. Or, de 1896 à 1911, nous avons vu le Canada prospérer d'année en année; nous avons entrepris la construction de chemins de fer, entre autres du Transcontinental; nous avons été témoins d'une ère de prospérité sans précédent; nous avons assisté à un réveil du commerce et de l'industrie dans toutes les parties de la Confédération, si bien que, lorsque mon très honorable ami, le premier ministre actuel, et ses amis politiques, voulurent amener un changement de régime soi disant pour développer encore plus la prospérité financière et commerciale du pays, nos adversaires, dis-je, n'eurent plus qu'un mot à dire, qu'une seule recommandation à faire au peuple: Laissons, dirent-ils, les choses en l'état où elles sont; nous sommes assez prospères pour le moment. Si les deux partis politiques suivent la même politique, je n'ai qu'un conseil à offrir aux électeurs canadiens: C'est de ne jamais plus confier les rênes du pouvoir à un Gouvernement conservateur.

Quoi qu'il en soit, si la Chambre veut bien me le permettre, nous allons examiner un peu si les deux grands partis qui se partagent la faveur du corps électoral préconisent la même politique en fin de compte.

[M. Turgeons.]